



# European Trade Union **INITIATIVE** For Justice In Palestine

## **Invitation à endosser**

Le mouvement syndical, agissant dans l'esprit de solidarité internationale de la classe ouvrière et pour la défense des droits humains fondamentaux, a toujours appelé à une solution juste pour le peuple palestinien. Les valeurs fondamentales de l'internationalisme syndical nous donnent le mandat de prendre des mesures concrètes et efficaces pour mettre fin à l'occupation illégale d'Israël, mettre en œuvre les résolutions de l'ONU, et atteindre un règlement juste et équitable pour tous.

C'est dans cet esprit que nous envoyons cet appel à une mobilisation coordonnée du mouvement syndical européen, dans le but de mettre un terme au refus d'Israël d'accorder des droits aux Palestiniens et à ses graves violations du droit international.

La question de la Palestine est à un moment crucial. Israël fait sans cesse progresser la colonisation de la terre palestinienne en Cisjordanie occupée et à Jérusalem, et continue d'expulser les Palestiniens de leurs terres ancestrales. Un siège brutal a été imposé sur les 1,8 millions d'habitants de la bande de Gaza depuis 2007, et les réfugiés palestiniens sont toujours privés de leur droit au retour.

En dépit de diverses initiatives de paix et de développement économique, la persistance du système d'occupation violente d'Israël rend le développement de l'économie palestinienne pratiquement impossible. Le taux de chômage en Cisjordanie occupée demeure à 27 pour cent, tandis qu'un [rapport de la Banque mondiale](#) de 2015 indique que Gaza a le plus haut niveau de taux de chômage dans le monde.

Le système oppressif imposé à la population palestinienne (le mur internationalement qualifié d'illégal, les colonies, les checkpoints et la poursuite de l'annexion de terres), interdit non seulement aux Palestiniens la possibilité de développer une économie locale prospère, les dépouille de leurs terres et de leurs sources de revenus, mais elle oblige aussi les travailleurs à des conditions humiliantes et abusives de travail pour survivre.

De nombreuses résolutions de l'ONU et recommandations de l'Union européenne (UE) n'ont pas mis un terme aux violations flagrantes par Israël du droit international. Israël poursuit son

expansion coloniale et sa politique brutale de discrimination contre le peuple palestinien, y compris les 1,5 million de citoyens palestiniens d'Israël.

En tant que syndicalistes européens, nous sommes inquiets que, malgré l'injustice claire infligée au peuple de la Palestine, les États européens, l'UE et leurs institutions représentatives ont manqué à leur devoir de tenir Israël responsable de ses graves violations du droit international. Dans ce régime d'impunité, les sociétés multinationales tirent des profits en facilitant l'oppression continue et la dépossession du peuple palestinien.

Alors que l'UE critique certains aspects de la politique d'Israël, elle continue de lui fournir un soutien politique, économique et militaire. Les accords de libre-échange avec l'UE l'emportent systématiquement sur les droits des Palestiniens, comme l'ont souligné plus de [150 organisations de la société civile européenne](#), montrant comment le TTIP va restreindre les possibilités de s'engager pour la Palestine.

Nous sommes particulièrement désireux de développer une campagne efficace pour mettre fin à l'Accord d'association UE-Israël. Cet accord autorise à Israël un accès préférentiel aux marchés européens, permet aux ministères israéliens et aux sociétés d'armement israéliennes de recevoir des fonds de l'UE, et fournit à Israël le soutien politique dont il a besoin pour mener à bien ses crimes contre le peuple palestinien.

L'article 2 de l'Accord stipule que: « Les relations entre les Parties... est fondée sur le respect des droits humains et des principes démocratiques. » L'application continue de l'Accord d'association UE-Israël, malgré une violation flagrante par Israël de son article 2, favorise un climat d'impunité et d'indulgence envers les crimes commis par Israël.

En tant que syndicalistes et que citoyens conscients de ce monde, nous pensons avoir le devoir et le pouvoir d'agir. Nous croyons qu'il est temps pour nous de nous tenir collectivement en solidarité avec le mouvement syndical palestinien, d'élaborer des stratégies pour tenir nos gouvernements, et l'UE en tant qu'organe représentatif, responsables, et d'exercer des pressions sur les entreprises pour mettre fin à leur complicité avec les violations commises par Israël du droit international et droits humains.

#### **Les soutiens initiaux de cette initiative:**

The Irish Congress of Trade Unions (ICTU),

Fagforbundet Bergen (Norway),

Fagforbundet (Norway),

Union syndicale Solidaires (France),

La Centrale Générale-FGTB (Belgium),

ACV/CSC Brussels (Belgium),

ACV/CSC Belgium,

UNISON (UK),

The Norwegian Trade Union LO in Trondheim,

Unison N. Ireland,  
Derry Trades Union Council (Ireland)  
Belfast&District Trades Union Council (Ireland),  
Workmates – trade union section of Norwegian Palestine Committee (Norway),  
Trade Union Friends of Palestine (Ireland),  
Communications Workers Union (Ireland),  
Confederacion Intersindical Galega – CIG (Galicia),  
Mandate Trade Union (Ireland),  
ELA – Basque Workers Solidarity (Basque Country),  
LAB – (Basque Country),  
IRW-CGSP (Belgium),  
LBC-NVK (Belgium),  
Palestinawerkgroep-FNV (The Netherlands),  
CNE (Belgium),  
IAC (Spain),  
Civil Public and Services Union – CPSU (Ireland),  
Intersindical Valenciana – Valencia,  
Irish National Teachers’ Organisation -(INTO) ,  
INTO: Derry City, INTO: Newry, INTO: Dungannon, INTO: Armagh, INTO: Belfast West,  
The Association of Norwegian NGOs for Palestine (with 13 trade union members),  
IMPACT (Ireland),  
CGT France – 66,  
The Northern Ireland Public Service Alliance,  
LO Bergen og Omland – Regional Confederation of Trade Unions (Norway),  
LO Sandefjord (Norway),  
CGT Spain

**Contact:** [etu.palestine@gmail.com](mailto:etu.palestine@gmail.com)

**Website:** <http://www.etun-palestine.org/>